

Association GAMES FOR CITIZENS

Rapport du Commissaire aux Comptes
sur les Comptes Annuels

- = -

Exercice clos le 31 décembre 2023

Ce document contient 24 pages

Aux adhérents,

1. Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale du 15 décembre 2021, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association GAMES FOR CITIZENS relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

2. Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période de la date de notre nomination à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

3. Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les notes « Changement de méthodes », « Principales méthodes d'évaluation et de présentation - Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles et Amortissement et dépréciation de l'actif » et « Subventions ».

4. Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

✓ Principes, règles et méthodes comptables :

La note « Principes, règles et méthodes comptables » de l'annexe expose les principes, règles et méthodes comptables appliqués par l'Association. Dans le cadre de notre appréciation des principes, règles et méthodes comptables suivis par l'Association, nous avons vérifié :

- la conformité de ces principes avec le règlement ANC n°2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif ;
- le caractère approprié des méthodes appliquées au regard des spécificités de l'association ;
- le caractère raisonnable des estimations comptables significatives retenues ;
- la qualité de l'information présentée dans l'annexe sur ces différents points.

Ces travaux nous ont permis de nous assurer du caractère approprié des règles et principes comptables appliqués ainsi que de la pertinence de leur présentation dans l'annexe aux comptes annuels.

✓ Production immobilisée des jeux

Comme exposé dans la note « Changement de méthodes » de l'annexe, l'association a modifié en 2023 sa méthode de comptabilisation des jeux qu'elle produit, en optant pour leur immobilisation conformément à l'article 121-1 du règlement ANC n°2018-06. Cette immobilisation est réalisée selon des critères spécifiques, notamment :

- la détention avérée des droits de propriété, au prorata des droits détenus ;
- la valorisation au prix de revient direct majoré des charges indirectes rattachables ;
- l'amortissement sur 24 mois en *prorata temporis* à compter de la date d'achèvement.

Compte tenu du caractère significatif de ce changement de méthode (400 998 € de jeux immobilisés bruts au 31/12/2023) et de son impact sur la présentation des comptes annuels, nous avons considéré que le traitement comptable de la production immobilisée constituait un point clé de notre audit.

Dans le cadre de nos travaux, nous avons notamment :

- examiné la conformité du changement de méthode avec le règlement ANC n°2018-06 ;
- vérifié les critères retenus pour l'activation des coûts de développement des jeux ;
- contrôlé par sondage :
 - o les droits de propriété sur les jeux immobilisés via l'analyse des conventions ;
 - o le calcul des coûts directs et la pertinence des clés de répartition des charges indirectes ;
 - o la correcte application des règles d'amortissement et du *prorata temporis*.
- vérifié le traitement comptable distinct :
 - o des productions 2022 (en produits exceptionnels) et 2023 (en produits d'exploitation) ;
 - o des coûts d'amélioration maintenus en charges ;
 - o des jeux en cours d'élaboration (60 470 € au 31/12/2023).
- apprécié le caractère approprié de l'information fournie dans l'annexe sur ce changement de méthode.

✓ Subventions d'exploitation et produits constatés d'avance

L'association comptabilise des subventions pluriannuelles dont le traitement comptable dépend des modalités définies dans les conventions de financement. La reconnaissance du produit est effectuée soit au rythme des dépenses réellement engagées en l'absence de jalons prescriptifs, soit conformément aux jalons échus définis dans les conventions. La fraction des subventions pluriannuelles rattachée à des exercices futurs est inscrite en produits constatés d'avance à la clôture de l'exercice.

Dans le cadre de nos diligences, nous nous sommes assurés de la correcte évaluation et comptabilisation de ces subventions au travers :

- de l'examen par sondage des conventions de financement et de leurs modalités spécifiques ;
- de contrôles par sondages des dépenses engagées et de leur éligibilité aux contrats de financement ;

- de la vérification de la correcte application des règles de rattachement des produits selon la présence ou non de jalons prescriptifs ;
- de l'analyse des procédures de suivi analytique des dépenses par projet mises en place par l'association ;
- de la revue du correct découpage des exercices et de la justification des montants reportés en produits constatés d'avance.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

5. Vérification du rapport annuel et des autres documents adressés aux adhérents

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport annuel du Conseil d'administration sur la situation financière et morale de l'association et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

6. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration le 2 avril 2024.

7. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Association GAMES FOR CITIZENS
5 allée de l'église
93340 RAINCY

A Paris, le 19 décembre 2024

CBM Audit & Conseil

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'S' followed by a series of loops and a horizontal line at the end.

Stéphane Bellanger

Commissaire aux comptes
Membre de la Compagnie de Paris

GAMES FOR CITIZENS

Bilan association

Bilan association

Présenté en Euros

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)			Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)	Variation
	Brut	Amort.prov.	Net	Net	
Immobilisations incorporelles					
Frais d'établissement					
Frais de recherche et développement					
Concessions, brevets, droits similaires	400 998	112 177	288 821		288 821
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles					
Immobilisations incorporelles en cours	60 470		60 470		60 470
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles					
Immobilisations corporelles					
Terrains					
Constructions					
Installations techniques, matériel et outillage industriels					
Autres immobilisations corporelles	5 376	1 809	3 567	1 381	2 186
Immobilisations grevées de droit					
Immobilisations en cours					
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles					
Immobilisations financières					
Participations					
Créances rattachées à des participations					
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille					
Autres titres immobilisés					
Prêts					
Autres immobilisations financières					
TOTAL (I)	466 844	113 986	352 859	1 381	351 478
Stocks en cours					
Matières premières, approvisionnements					
En-cours de production de biens et services					
Produits intermédiaires et finis					
Marchandises					
Avances et acomptes versés sur commandes	66		66	2 889	- 2 823
Créances usagers et comptes rattachés					
Autres créances					
. Fournisseurs débiteurs					
. Personnel	2 495		2 495	6 000	- 3 505
. Organismes sociaux					
. Etat, impôts sur les bénéfices					
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires					
. Autres	26 550		26 550	76 550	- 50 000
Valeurs mobilières de placement	153		153	153	
Instruments de trésorerie					
Disponibilités	251 957		251 957	175 890	76 067
Charges constatées d'avance	1 206		1 206	1 206	
TOTAL (II)	282 426		282 426	262 687	19 739
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)					
Primes de remboursement des emprunts (IV)					
Ecart de conversion actif (V)					
TOTAL ACTIF	749 271	113 986	635 285	264 069	371 216

Bilan association (suite)

Présenté en Euros

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)	Variation
Fonds associatifs et réserves			
Fonds propres			
. Fonds associatifs sans droit de reprise			
. Ecart de réévaluation			
. Réserves			
. Report à nouveau	47 936	67 592	- 19 656
. Résultat de l'exercice	235 719	-19 656	255 375
Autres fonds associatifs			
. Fonds associatifs avec droit de reprise			
. Apports			
. Legs et donations			
. Résultats sous contrôle de tiers financeurs			
. Ecart de réévaluation			
. Subventions d'investissement sur biens non renouvelables			
. Provisions réglementées			
. Droits des propriétaires (commodat)			
TOTAL (I)	283 655	47 936	235 719
Provisions pour risques et charges			
TOTAL (II)			
Fonds dédiés			
. Sur subventions de fonctionnement			
. Sur autres ressources			
TOTAL (III)			
Dettes			
Emprunts et dettes assimilées			
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Fournisseurs et comptes rattachés	21 943	8 300	13 643
Autres	46 987	46 682	305
Instruments de trésorerie			
Produits constatés d'avance	282 700	161 150	121 550
TOTAL (IV)	351 630	216 132	135 498
Ecart de conversion passif (V)			
TOTAL PASSIF	635 285	264 069	371 216
Engagements reçus			
Legs nets à réaliser			
. acceptés par les organes statutairement compétents			
. autorisés par l'organisme de tutelle			
Dont en nature restant à vendre			
Engagements donnés			

GAMES FOR CITIZENS

Compte de résultat association

Compte de résultat association

Présenté en Euros

	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)	Variation	%
	France	Exportations	Total	Total	
Produits d'exploitation					
Ventes de marchandises					
Production vendue biens					
Production vendue services	32 826		32 826	79 640	- 46 814
Montants nets produits d'expl.	32 826		32 826	79 640	- 46 814
Autres produits d'exploitation					
Production stockée					
Production immobilisée			160 969	160 969	N/S
Subventions d'exploitation			217 397	153 205	64 192
Cotisations			161 955	148 081	13 874
Autres produits			9	681	- 672
Reprise de provisions					
Transfert de charges			401	401	N/S
Sous-total des autres produits d'exploitation			540 731	321 568	219 163
Total des produits d'exploitation (I)			573 557	401 208	172 349
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun – Excédent transféré (II)				5 600	- 5 600
Produits financiers					
De participations					
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif					
Autres intérêts et produits assimilés					
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges					
Différences positives de change					
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement					
Total des produits financiers (III)					
Produits exceptionnels					
Sur opérations de gestion			319 862	319 862	N/S
Sur opérations en capital					
Reprises sur provisions et transferts de charges					
Total des produits exceptionnels (IV)			319 862	319 862	N/S
TOTAL DES PRODUITS (I + II + III + IV)			893 418	406 808	486 610
(+) Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs				19 600	- 19 600
SOLDE DEBITEUR = DEFICIT				-19 656	19 656
TOTAL GENERAL			893 418	426 463	466 955

Présenté en Euros

	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)	Variation	%
Charges d'exploitation				
Achats de marchandises				
Variations stocks de marchandises				
Achats de matières premières et autres approvisionnements				
Variations stocks matières premières et autres approvisionnements				
Autres achats non stockés	6 250	10 622	- 4 372	-41,16
Services extérieurs	18 448	7 988	10 460	130,95
Autres services extérieurs	41 035	19 531	21 504	110,10
Impôts, taxes et versements assimilés	5 959	2 529	3 430	135,63
Salaires et traitements	294 293	283 365	10 928	3,86
Charges sociales	168 086	93 733	74 353	79,32
Autres charges de personnels		419	- 419	-100
Subventions accordées par l'association				
Dotations aux amortissements et aux dépréciations				
. Sur immobilisations : dotation aux amortissements	111 571	754	110 817	N/S
. Sur immobilisations : dotation aux dépréciations				
. Sur actif circulant : dotation aux dépréciations				
. Pour risques et charges : dotation aux provisions				
Autres charges	10 523	3 421	7 102	207,60
Total des charges d'exploitation (I)	656 166	422 361	233 805	55,36
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun – Déficit transféré (II)				
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées				
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placements				
Total des charges financières (III)				
Charges exceptionnelles				
Sur opérations de gestion	1 534	4 102	- 2 568	-62,60
Sur opérations en capital				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions				
Total des charges exceptionnelles (IV)	1 534	4 102	- 2 568	-62,60
Participation des salariés aux résultats (V)				
Impôts sur les sociétés (VI)				
TOTAL DES CHARGES (I + II + III + IV + V + VI)	657 700	426 463	231 237	54,22
(-) Engagements à réaliser sur ressources affectées				
SOLDE CREDITEUR = EXCEDENT	235 719		235 719	N/S
TOTAL GENERAL	893 418	426 463	466 955	109,49
Evaluation des contributions volontaires en nature				
Produits				
. Bénévolat				
. Prestations en nature				
. Dons en nature	24 185	24 185		0,00
Total	24 185	24 185		0,00
Charges				
. Secours en nature				
. Mise à disposition gratuite de biens et services				
. Prestations				

	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)	Variation	%
. Personnel bénévole	24 185	24 185	0	0,00
Total	24 185	24 185	0	0,00

GAMES FOR CITIZENS

Annexes Associations 2024

Annexes Associations 2024

PREAMBULE

Games for Citizens est une association loi 1901 dont l'activité consiste en la conception et la création de jeux vidéo destinés à l'enseignement et à la recherche. Ces jeux sont mis gracieusement à la disposition de ces établissements d'enseignement et de recherche.

Les activités de l'association avec les universités et établissements de recherche sont régies par des partenariats prévoyant l'octroi de subventions permettant de financer le développement des projets.

L'exercice social clos le 31/12/2023 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2022 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 635 284,96 €.

Le résultat net comptable est un excédent de 235 718,92 €.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis par les dirigeants.

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Changement de méthodes :

L'association a décidé, à compter de l'exercice 2023, d'immobiliser les jeux qu'elle produit. Ces jeux constituent en effet un élément identifiable de son patrimoine. Ils ont une valeur économique positive générant des avantages économiques futurs ou un potentiel permettant à l'association de fournir des biens ou des services à des usagers conformément à sa mission ou à son objet, l'enrichissement de son catalogue favorisant l'adhésion de nouveaux établissements dans le cadre du projet d'intérêt général poursuivi (article 121-1 du règlement ANC n°2018-06).

A cette fin, une étude a été menée sur les années 2022-2023 afin d'identifier les éléments à immobiliser. Compte tenu du mode et de la durée retenus pour les amortissements, il n'a pas été jugé utile de remonter sur des exercices antérieurs à 2022.

Les productions immobilisées relevant de l'année 2022 ont été portées à l'actif via un compte de produits exceptionnel sur exercices antérieurs. Les productions immobilisées relatives à 2023 ont été portées à l'actif via un compte de produits d'exploitation.

Seuls les jeux sur lesquels GFC dispose d'un droit de propriété avéré ont été immobilisés, chaque jeu étant enregistré à l'actif au prorata des droits de propriété détenus par l'association. Les jeux ont été comptabilisés au prix de revient direct (salaires et cotisations sociales) auquel un pourcentage pertinent de charges indirectes rattachables a été rajouté.

Les coûts des jeux immobilisés à l'actif ont été restreints aux coûts de base du premier développement. Par prudence, les coûts d'amélioration et ceux des adjonctions éventuelles de modules ont été maintenus en charges.

En application du principe de prudence, les jeux développés en partenariat n'ayant pas fait l'objet de convention déterminant les droits respectifs des différents partenaires n'ont pas été immobilisés.

Dans le cas où une subvention d'investissement a pu être identifiée comme se rattachant à un jeu immobilisé, son montant a été porté au passif lors de son encaissement (compte de capitaux propres/subvention d'investissement). Les jeux ainsi que, le cas échéant les subventions qui s'y rattachent, ont été amortis sur 24 mois avec *prorata temporis* à compter de la date d'achèvement de chaque jeu.

Les jeux en cours d'élaboration à la clôture de l'exercice ont été portés en immobilisations en cours à hauteur du prix de revient engagé à la clôture. Les immobilisations en cours n'ont pas fait l'objet d'amortissements, le point de départ de l'amortissement étant fixé à la date d'achèvement du module initial de chaque jeu.

Au 31/12/2023, le montant des jeux immobilisés figurant à l'actif s'élève à 400 998 €. Ce montant est amorti à hauteur de 112 177 €. Le montant net figurant au bilan s'élève donc à 288 821 €. Le montant des immobilisations en cours s'établit à 60 470 €.

PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

METHODE GENERALE

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le Plan Comptable Général 2014-03, aux prescriptions du Code du commerce et au règlement n° 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations, énoncés par le Comité de la Réglementation Comptable.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'exercice a vu la mise en œuvre d'un changement des méthodes détaillé au point précédent (« Evénements significatifs et faits caractéristiques de l'exercice »).

Seules sont exprimées les informations significatives.

Sauf mention contraire, les montants sont exprimés en Euro.

PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION ET DE PRESENTATION

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les frais d'acquisition des immobilisations à savoir les droits de mutations, les honoraires, les commissions et les frais d'actes sont incorporés (ou sont directement inscrits en charges) dans le coût d'acquisition ou de production de ces immobilisations.

Amortissement et dépréciation de l'actif :

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et / ou d'une dépréciation.

Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les amortissements sont calculés sur la durée réelle d'utilisation.

Type	Durée
Logiciels informatiques	de 02 à 03 ans
Jeux	02 ans
Brevets	07 ans
Agencements, aménagements des terrains	de 06 à 20 ans
Constructions	de 10 à 40 ans
Agencement des constructions	12 ans
Matériel et outillage industriels	05 ans
Agencements, aménagements, installations	de 06 à 10 ans
Matériel de transport	04 ans
Matériel de bureau et informatique	de 03 à 10 ans
Mobilier	de 05 à 10 ans

Subventions :

Les éventuelles subventions perçues sont portées en subventions de fonctionnement (produits du compte de résultat) ou en subventions d'investissement (fonds propres au passif du bilan) en fonction de la qualification attribuée à ces recettes dans le document de l'autorité ayant décidé de leur attribution ou dans la convention signée par l'association avec ses partenaires. Les subventions d'investissement portées au passif du bilan sont reprises en produits au compte de résultat au même rythme que l'amortissement de l'immobilisation qu'elles ont contribué à financer.

Créances :

Les créances, dont les créances clients, sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances clients font l'objet, le cas échéant, d'une provision calculée sur la base du risque de non-recouvrement.

Provisions pour risques et charges :

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Indemnités de fin de carrière :

En France, les indemnités de fin de carrière ne sont dues que si le salarié est présent dans l'entité au moment de son départ à la retraite. Dans le cas d'un départ avant cette date, il ne percevra pas ces indemnités. Elles sont déterminées en appliquant au calcul de l'indemnité légale ou conventionnelle une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les engagements des indemnités pour départ à la retraite ne représentent pas un montant significatif et n'ont pas été valorisés dans les comptes et dans l'annexe.

Droits individuels à la formation :

La loi du 4 mai 2004 ouvre, sous certaines conditions, pour les salariés des entreprises françaises un droit à formation d'une durée de 20 heures minimum par an cumulable sur une période de 6 ans. Les engagements de l'entreprise en matière de droits individuels à la formation n'ont pas donné lieu à comptabilisation. L'association va procéder au calcul du volume d'heures de formation cumulé correspondant aux droits acquis à ce titre, ainsi qu'au volume d'heures de formation n'ayant pas donné lieu à demande.

En tout état de cause, ces montants ne sont pas significatifs.

Contributions volontaires en nature :

L'association a réalisé le recensement puis la valorisation des contributions volontaires en nature pour l'exercice clos le 31 décembre 2023.

Il s'agit du bénévolat des personnes permettant le fonctionnement de l'association, en complément de l'équipe des salariés.

L'estimation a été arrêtée à 1 015 heures en 2023, soit un montant total de 24 185 €. Il s'agit :

- Du président de l'association : 728 heures, valorisées au taux horaire de 25 € (charges sociales comprises) ;
- Du trésorier de l'association : 168 heures, valorisées au taux horaire de 25 € (charges sociales comprises) ;
- Des membres du CA : 119 heures, valorisées au taux horaire de 15 € (charges sociales comprises).

Ces contributions volontaires en nature sont comptabilisées et figurent en pied du compte de résultat.

Annexes Associations 2024 (suite)

NOTES SUR LE BILAN ACTIF

Immobilisations

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	0	400 998	0	400 998
Immobilisations incorporelles en cours	0	60 470	0	60 470
Immobilisations corporelles	2 262	3 114	0	5 376
Immobilisations financières	0	0	0	0
TOTAL	2 262	464 582	0	466 844

Amortissements

Immobilisations amortissables	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Frais d'établissement, de recherche et de développement	0	0	0	0
Fonds commercial	0	0	0	0
Autres immobilisations incorporelles	0	112 177	0	112 177
TOTAL I	0	112 177	0	112 177
Terrains	0	0	0	0
Constructions	0	0	0	0
sur sol propre	0	0	0	0
sur sol d'autrui	0	0	0	0
Installations générales, agencements	0	0	0	0
Installations techniques, matériel, outillages industriels	0	0	0	0
Autres immobilisations corporelles	881	928	0	1 809
Installations générales, agencements divers	0	0	0	0
Matériel de transport	0	0	0	0
Matériel de bureau et informatique	881	918	0	1 799
Emballage récupérables et divers	0	10	0	10
TOTAL II	881	928	0	1809
TOTAL GENERAL (I+II)	881	113 105	0	113 986

Etat des créances et charges constatées d'avance

Créances	Montant brut	Echéances jusqu'à 1 an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :	0	0	0
Créances rattachées à des participations	0	0	0
Prêts	0	0	0
Autres créances	0	0	0
Créances de l'actif circulant :	29 111	29 111	0
Créances usagers	0	0	0
Autres créances	29 111	29 111	0
Charges constatées d'avance	1 206	1 206	0
TOTAL	30 317	30 317	0

Etat des produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Participations ou immobilisations financières	
Produits d'exploitation	
Subventions/financements	26 550
Autres produits à recevoir	
TOTAL	26 550

Annexes Associations 2024 (suite)

NOTES SUR LE BILAN PASSIF

Fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	0	0	0	0	0
Dont générosité du public					
Fonds propres avec droit de reprise	0	0	0	0	0
Dont générosité du public					
Ecart de réévaluation	0	0	0	0	0
Dont générosité du public					
Réserves	0	0	0	0	0
Dont générosité du public					
Report à nouveau	67 592	-19 656	0	0	47 936
Dont générosité du public					
Excédent ou déficit de l'exercice	-19 656	19 656	235 719	0	235 719
Dont générosité du public					
Situation nette	47 936	0	235 179	0	283 655
Situation nette dont générosité du public	47 936	0	235 179	0	283 655
Fonds propres consommables	0	0	0	0	0
Dont générosité du public					
Subventions d'investissement	0	0	0	0	0
Dont générosité du public					
Provisions réglementées	0	0	0	0	0
Dont générosité du public					
TOTAL	0	0	0	0	0
TOTAL dont générosité du public	47 936	0	235 179	0	283 655

Report à nouveau avant répartition du résultat

Nature du report à nouveau	Débit	Crédit
Report à nouveau des activités sous contrôle de tiers financeurs destinées	0	0
- à l'exercice	0	0
- aux exercices ultérieurs	0	0
Report à nouveau non affecté à des activités sous contrôle de tiers financeurs	0	0
Report à nouveau des activités propres de l'association	0	47 936
SOLDE	0	47 936

Etat des dettes et produits constatés d'avance

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5ans
Etablissements de crédit	0	0	0	0
Dettes financières diverses	0	0	0	0
Fournisseurs	21 943	21 943	0	0
Dettes fiscales et sociales			0	0
Dettes sur immobilisations	0	0	0	0
Autres dettes	46 987	46 987	0	0
<i>Pers. rémunération due</i>	<i>2 279</i>	<i>2 279</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>Pers. Congés à payer</i>	<i>17 150</i>	<i>17 150</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>Org. Soc. Ch. A payer</i>	<i>18 358</i>	<i>18 358</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>Org. Soc. Congés A payer</i>	<i>7 700</i>	<i>7 700</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>Org. Soc. Autres Ch. A payer</i>	<i>1 500</i>	<i>1 500</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
Produits constatés d'avance	282 700	282 700	0	0
TOTAL	351 630	351 630	0	0

Détail du poste « produits constatés d'avance » :

- To be in the norms : 5 000 €
- Sup' expertise : 38 000 €
- SN@SU : 135 000 €
- Cotisations Perpignan : 24 900 €
- Adhésion Nîmes : 66 400 €
- Fied : 13 400 €

Charges à payer par poste de bilan

Charges à payer	Montant
Emprunts et dettes établissements de crédit	0
Emprunts et dettes financières diverses	0
Fournisseurs	21 943
Dettes fiscales et sociales	0
Autres dettes	32 209
TOTAL	54 152

Annexes Associations 2024 (suite)**AUTRES INFORMATIONS*****Engagements et sûretés réelles consenties***

Les cautions, avals et garanties donnés sont les suivants :

Néant

Les cautions, avals et garanties reçus sont les suivants :

Néant

	Montant des dettes	Montant des sûretés
Emprunts et dettes auprès des organismes de crédit	0	0
Emprunts et dettes financières divers	0	0
Dettes sur immobilisations	0	0
Autres dettes	0	0
TOTAL	0	0

Engagements pris en matière de pensions, retraite et engagements assimilés

Les engagements des indemnités pour départ à la retraite ne représentent pas un montant significatif et n'ont pas été valorisés dans les comptes et dans l'annexe.

Effectif moyen

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'association
Cadres	1	0
Non cadres	13	0
TOTAL	14	0

Honoraires du commissaire aux comptes

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes liés à sa mission de contrôle légal des comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élèvent à 6 176 €.